



21^{ème} Comité Intergouvernemental d'Experts

Croissance et transformation en Afrique de l'Est : *Accélérateurs et freins*

Lieu : Moroni, Union des Comores

Dates : 7 - 9 Novembre 2017

Réunion ad hoc du groupe d'experts :

**Régimes de taux de change : options et implications
politiques**

I. Contexte

L'un des choix politiques fondamentaux auxquels sont confrontées les banques centrales d'Afrique de l'Est concerne l'adoption d'un régime de taux de change. Selon les données théoriques et empiriques, le choix du régime de taux de change peut influencer de manière significative les performances macroéconomiques, en particulier l'inflation et la croissance économique. Par exemple, les données tendent à suggérer que les régimes de changes fixes entraînent une inflation faible. L'argument est qu'un régime de changes fixes (avec une monnaie d'ancrage à faible inflation) suscite la confiance dans les engagements du pays à maintenir la stabilité des prix. D'un autre côté, la dépréciation d'une monnaie dans un régime de changes flottants entraîne une augmentation du prix des biens étrangers sur le marché intérieur, ce qui accroît les pressions inflationnistes. Le FMI (2016) estime qu'en Afrique subsaharienne, les taux d'inflation dans les régimes de changes fixes sont en moyenne de 4 à 7 points de pourcentage plus faibles que dans les autres régimes.

Un régime de changes fixes permet également de réduire l'incertitude sur les taux de change, ce qui peut favoriser le commerce et l'investissement, stimulant ainsi la croissance. Cependant, l'incapacité à ajuster les prix relatifs (pour réduire les écarts d'inflation) peut entraîner une distorsion du taux de change réel. Un taux de change surévalué peut notamment nuire à la croissance économique à travers une mauvaise allocation des ressources et une baisse de la compétitivité des exportations. En revanche, un régime de changes flottants permet une adaptation du taux de change nominal aux prix relatifs et aux déséquilibres commerciaux. Néanmoins, l'instabilité des taux de change peut nuire à la croissance en raison d'une incertitude économique plus élevée. Le FMI (2016) fait valoir que, depuis 2000, la croissance du PIB par habitant en Afrique subsaharienne est de 1 à 2 points inférieure dans les régimes de changes fixes. Certaines études soutiennent qu'il existe une relation positive entre la sous-évaluation de la monnaie et la croissance économique, qui semble particulièrement forte dans les pays en développement.¹ Cependant, une monnaie sous-évaluée peut gonfler les coûts d'importation, risquant ainsi de compromettre la croissance. Dans l'ensemble, les données théoriques et empiriques restent plutôt incertaines au sujet de l'effet net des taux de change sur la croissance économique.²

Dans les années quatre-vingt-dix, un nombre croissant de pays d'Afrique de l'Est connaissant une détérioration des termes de l'échange ont adopté des régimes de changes flottants pour permettre des dépréciations réelles. Cependant, il existe une certaine « crainte du flottement » dans la région, et il y a

¹ Rodrik (2008) and Rapetti et al. (2012).

² Levy-Yeyati and Sturzenegger (2016).

et le développement durable de la Communauté ». Dans le cadre des conditions préalables à la mise en œuvre de l'EAMU, les États membres de la CAE devraient harmoniser et coordonner leurs politiques fiscales, monétaires et de taux de change, adopter des principes et des règles communs pour les paiements et les règlements, harmoniser les systèmes de paiement et de règlement, harmoniser les politiques et les normes en matière d'information statistique, instaurer des fourchettes et fixer progressivement leurs taux de change bilatéraux, intégrer leurs systèmes financiers et adopter des principes et des règles communs pour la régulation et la supervision du système financier. En outre, les États partenaires devraient mettre fin aux prêts des banques centrales nationales aux gouvernements et aux entités publiques, tout en atteignant et maintenant les critères de convergence macroéconomique prédéfinis pendant au moins trois années consécutives.

II. Objectifs de la session

L'objectif de cette réunion spéciale du groupe d'experts (AEGM) est de discuter de l'expérience de l'Afrique de l'Est en ce qui concerne les différents régimes de taux de change et de formuler des recommandations politiques pour accélérer la croissance économique et la transformation structurelle. Les participants seront invités à contribuer à la réflexion. Les principales questions à débattre sont les suivantes :

- a. L'éventail actuel de régimes de taux de change en Afrique de l'Est ;
- b. Les principales théories et les données existantes sur l'impact économique des différents régimes ;
- c. Les avantages et inconvénients de chaque régime de taux de change ;
- d. Les réalisations et défis, y compris leur mise en œuvre pratique et leurs implications politiques.

Cette AEGM vise à mieux comprendre l'adéquation, les conditions préalables et les arbitrages des différents régimes de taux de change en complétant la théorie et les données existantes avec l'expérience pratique des États membres.

III. Participation

L'AEGM réunira des experts des Etats d'Afrique de l'Est, ainsi que des représentants du secteur privé, de la société civile et d'autres structures compétentes. Pour de plus amples renseignements et précisions, veuillez contacter M. Pedro Martins, email : martinsp@un.org.

IV. Programme provisoire

Mercredi 08 novembre 2017

16h15 - 16h30 **Aperçu des régimes de taux de change et exemples**

Pedro Martins, chargé d'affaires économiques, CEA en Afrique de l'Est

16h30 - 18h00 **Expériences pays : réalisations et défis**

Délégués de pays sélectionnés

Jeudi 09 novembre 2017

08h30 - 10h00 **L'Union monétaire d'Afrique de l'Est**

Thomas Kigabo, Economiste en chef, Banque nationale du Rwanda

10h00 - 10h45 **Conclusion de la séance plénière**

Références

- ECA (2016) Macroeconomic Policy and Structural Transformation of African Economies.
- IMF (2016) Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa, October 2016
- Levy-Yeyati, E. and F. Sturzenegger (2016) "Classifying Exchange Rate Regimes: 15 Years Later," Working Paper Series 16-028, Harvard University, John F. Kennedy School of Government.
- Rapetti, M., Skott, P. and A. Razmi (2012) "The Real Exchange Rate and Economic Growth: Are Developing Countries Special?" International Review of Applied Economics, 26(6), 735-53.
- Rodrik D. (2008) "The Real Exchange Rate and Economic Growth," Brookings Papers on Economic Activity, Fall
- Slavov (2011) "De Jure versus De Facto Exchange Rate Regimes in Sub-Saharan Africa," IMF Working paper 11/198.
